



JOURNALISTES



Adresse au G20 : liberté en Turquie

Les syndicats de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), membres de la Fédération internationale des journalistes, condamnent fermement l'arrestation d'Idil Eser, directrice d'Amnesty Turquie jeudi, en même temps que sept autres membres d'ONG citoyennes et de défense des droits humains.

Les défenseurs des droits humains qui ont été arrêtés sont : İlknur Üstün, de la Women's Coalition, İdil Eser, d'Amnesty International, Günel Kurşun, avocat à la Human Rights, Agenda Association, Nalan Erkem, avocate à Citizens Assembly, Nejat Taştan, d'Equal Rights Watch Association, Özlem Dalkıran, de Citizens' Assembly, Şeyhmuz Özbekli, avocate, et Veli Acu, de la Human Rights Agenda Association. Deux formateurs étrangers – de nationalité allemande et suédoise – ainsi que le propriétaire de l'hôtel où ces militants étaient réunis pour un banal séminaire ont également été arrêtés et placés au secret, c'est-à-dire sans l'assistance d'avocats.

Ces arrestations surviennent après celle du président d'Amnesty Turquie, Taner Kiliç.

Visiblement le pouvoir turc, sous la férule du chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan, veut transformer la Turquie en une vaste prison pour militants des droits de l'Homme, journalistes, enseignants, chercheurs, juges, élus, etc.

Avec la FIJ et sa branche régionale FEJ, nous menons une campagne intense pour libérer les 165 journalistes détenus actuellement, faisant de la Turquie la plus grande prison au monde pour les journalistes kurdes et turcs.

Au moment où les dirigeants du G20 (dont Erdogan) se réunissent à Hambourg, nous nous adressons solennellement à eux pour que ces pratiques d'un autre temps cessent.

Nous demandons instamment au chef de l'État français Emmanuel Macron de porter la voix de la France haut et fort afin d'exiger d'Ankara la libération de tous les prisonniers "politiques".

Nous apportons notre solidarité à Amnesty Turquie, cible des attaques incessantes de l'AKP.

Paris le 07/07/2017